

	DATE	THÈME	MATIÈRE
1.	Septembre 2012	Le droit à un environnement sain	Droit de l'environnement
2.	Septembre 2012	Une analyse de l'art. 47 al. 2 LATEC-FR à la lumière de la théorie générale de la révocation	Droit administratif général
3.	Octobre 2012	L'échec de l'initiative populaire générale fédérale (art. 139a aCst.) Une histoire critique	Droit constitutionnel
4.	Février 2013	La réduction des zones à bâtir surdimensionnées, avant et après le 3 mars 2013	Droit administratif spécial
5.	Juin 2013	La protection juridique des administrés contre les actes matériels de l'administration	Droit administratif spécial
6.	Octobre 2013	L'élection au Grand Conseil valaisan – Une analyse à la lumière de l'évolution de la jurisprudence du Tribunal fédéral en matière de scrutin proportionnel	Droit de la démocratie
7.	Mars 2014	Le vote informatique Une analyse à la lumière de la liberté de vote	Droit de la démocratie
8.	Septembre 2014	Les chevaux en droit suisse de l'aménagement du territoire	Droit public
9.	Octobre 2014	Les sociétés d'assurance-maladie dans la campagne pour une caisse publique (votation du 28 septembre 2014)	Droit constitutionnel
10.	Octobre 2014	Les délais de récolte de signatures en faveur d'un référendum ou d'une initiative – Une analyse en droit fédéral et vaudois	Droit constitutionnel
11.	Février 2015	La qualité pour recourir des organisations de protection du paysage en matière de résidences secondaires	DAG et Procédure
12.	Avril 2015	La validation des résultats d'une votation ou d'une élection - Fonction, portée et nature, en droit fédéral et cantonal fribourgeois	Droit constitutionnel
13.	Janvier 2016	La protection juridique contre les actes matériels des autorités administratives fribourgeoises	Droit administratif général
14.	Avril 2016	La décision orale - Régime et pratique	Droit administratif général



15.	Octobre 2016	Arrêt du Tribunal fédéral du 25 août 1998, publié à la RDAF 1999 I p. 56 ss Une analyse et un commentaire, à la lumière des évolutions intervenues durant les 18 dernières années	Droits politiques
16.	Octobre 2016	La cognition du Tribunal fédéral dans les recours pour violation de l'autonomie communale, Une analyse critique de la pratique actuelle	Droit administratif général
17.	Novembre 2016	L'art. 20 Cst. dans la jurisprudence, une analyse de la pratique judiciaire en matière de liberté de la science	Droit constitutionnel
18.	Septembre 2017	L'obligation de démocratie des cantons suisses en vertu de la Constitution fédérale	Droit de la démocratie
19.	Septembre 2017	L'abus de droit administratif, une analyse à la lumière de la jurisprudence fédérale rendue en matière de résidences secondaires	Droit administratif général
20.	Octobre 2017	L'invocation de l'autonomie communale par les particuliers	Droit constitutionnel
21.	Octobre 2107	La qualité pour recourir en matière de droits politiques	Droit de la démocratie
22.	Février 2018	La zone réservée – Une analyse de l'art. 27 LAT à la lumière de la révision législative de 2012/2014	Aménagement du territoire
23.	Mars 2018	L'interprétation du droit constitutionnel, méthodes et maximes générales ou particulières, à l'appui d'exemples	Droit constitutionnel
24.	Avril 2018	La compétence d'adopter des dispositions d'exécution, la répartition des rôles entre l'AF et le CF, selon les art. 163 al. 1, 164 al. 1 et 182 al. 2 Cst.	Droit constitutionnel
25.	Août 2018	Le droit administratif suisse comme matière pénale au sens de la CEDH	Droit administratif général
26.	Septembre 2018	Le contrôle préjudiciel d'un plan directeur à l'occasion d'un recours dirigé contre un plan d'affectation	Aménagement du territoire



27.	Octobre 2018	La protection juridique des particuliers contre le plan directeur cantonal – État des lieux et analyse critique à la lumière de la	Aménagement du territoire
28.	Octobre 2018	révision de la LAT de 2012/2014  La notion de révision matérielle(-ment) totale de la Constitution fédérale – Une querelle persistante en doctrine, à propos des art. 138 s. et 193 s. Cst.	Droit constitutionnel
29.	Octobre 2018	Le prélèvement de la plus-value selon l'art. 5 al. 1bis LAT : la solution légale vaudoise	Aménagement du territoire
30.	Novembre 2018	Le stationnement des vélos sur le domaine public – Droit et frais	Droit administratif général
31.	Décembre 2018	Le déni de justice comme acte illicite, en droit suisse de la responsabilité de l'État	Droit administratif général
32.	Février 2019	La portée du principe de l'unité de la matière en cas de (contre-) projet constitutionnel et législatif de l'Assemblée fédérale	Droit constitutionnel
33.	Mars 2019	La qualification des initiatives populaires (comme "projet rédigé" ou comme "proposition générale"), compétences, enjeux, méthodes et sanctions	Droit de la démocratie
34.	Mai 2019	La récusation des parlementaires -Analyse des réglementations et des pratiques fédérales et cantonales	Droit de la démocratie
35.	Septembre 2019	La validation du résultat d'une votation par le Conseil fédéral (art. 15 LDP) Enjeu, objet et effet, à la lumière de la jurisprudence récente	Droits politiques
36.	Octobre 2019	Commentaire de l'arrêt TF 2C_569/2018 du 27 mai 2019 (destiné à la publication)	Droit administratif général
37.	Décembre 2019	La destitution des élus, une analyse en droit fédéral et cantonal, de lege lata et ferenda	Droits politiques
38.	Janvier 2020	Les exigences de l'art. 51 al. 1 Cst. en matière de démocratie cantonale – Une analyse de la marge de manœuvre laissée aux cantons en ce qui concerne leur parlement et leur gouvernement	Droit de la démocratie



39.	Mars 2020	L'application des ordonnances du CF par le TF Une analyse de la portée de	Droit
		l'« Anwendungsgebot » de l'art. 190 Cst.	constitutionnel
			Droit
40.	Mars 2020	Le Préavis, une analyse sous l'angle de la procédure de permis de construire	administratif
			général
		Le Renvoi dynamique	Droit
41.	Avril 2020	Une loi de droit public peut-elle renvoyer à des règles d'origine privée, en incluant leur	administratif
		éventuelle modification ?	général
40	Avril 2020	Commentaire de l'ATF 126 II 300, c. 5;	Droit de
42.	AVIII 2020	Quel droit fondamental à un environnement sain, 20 ans après ?	l'environnement
43.	Avril 2021	Commentaire de l'art. 83 al. 2 LEDP-FR –	Droit de la
43.	AVIII ZOZ I	Analyse de conformité à la Constitution fédérale d'un « mode de scrutin optionnel »	démocratie
		Le comblement des lacunes en droit administratif suisse	Droit
44.	Novembre 2021		administratif
			général
	Avril 2022	La révision partielle de la Constitution en France et en Suisse (Confédération) – Analyse comparative	Droit
45.			constitutionnel
		La récusation des élus cantonaux et	Droit de la
46.	Septembre 2022	communaux : Aspects choisis à propos des membres d'organes exécutifs et/ou de	démocratie
		législatifs	
4.7	Santambra 2022	La déclaration d'urgence d'une loi (fédérale	Droite politiques
47.	Septembre 2022	ou cantonale) – Une analyse à la lumière des droits populaires	Droits politiques
	Mars 2023	L'effet direct des règles de la Constitution	Droit
48.		fédérale – Une analyse à la lumière de quelques règles choisies	constitutionnel
4.0	Octobre 2023	2023 L'atteinte aux droits fondamentaux par « chilling effect » - Une analyse à la lumière de la doctrine et de la jurisprudence suisses	Droit
49.			constitutionnel
		La suppression des servitudes de non bâtir	Aménagement
50.	Décembre 2023	de droit privé ; Une mesure de garantie de la disponibilité du terrain à bâtir selon l'art.	du territoire
		15a LAT	



51.	Avril 2024	La portée des règles dites d'esthétique en matière de planification et de construction ; Une analyse sous l'angle dogmatique et de la pratique administrative et judiciaire	Droit public de la consctruction
52.	Septembre 2025	L'exclusion du droit de vote des personnes en situation de handicap intellectuel au niveau fédéral et cantonal à la lumière de la Constitution fédérale et des engagements internationaux de la Suisse	Droit de la démocratie et droits politiques